

CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

Seule la version originale en l'anglais fait foi

dans le cadre de *Holocaust Victim Assets Litigation*
Affaire No. CV96-4849

Décision d'attribution certifiée

en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ],
agissant en son nom propre et en qualité de représentant de [SUPPRIMÉ]

concernant le compte de Suzanne Bloch

Numéro de requête : 201059/MBC

Montant attribué : 14'880.00 francs suisses

La présente décision d'attribution est basée sur la requête soumise par [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante ») concernant les comptes de Suzanne Bloch (ci-après : « la titulaire du compte ») auprès de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque – comme en l'espèce – la requérante a demandé que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

Informations fournies par la requérante

La requérante a soumis un formulaire de requête dans lequel elle identifie la titulaire du compte comme étant sa mère, Suzanne Bloch, née [SUPPRIMÉ], le 8 avril 1894 à Bâle (Suisse), qui avait épousé [SUPPRIMÉ] à Bâle, Suisse, en 1920. La requérante a déclaré qu'elle-même et sa sœur, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], qu'elle représente dans cette procédure, sont les filles de la titulaire du compte. La requérante a déclaré être née à Strasbourg, France, le 6 juin 1921. La requérante a déclaré que sa mère, qui était juive, avait vécu en Alsace entre 1920 et 1939, année à laquelle elle était partie pour Dinard et Vichy, France, avant de s'échapper aux U.S.A. en 1941. La requérante a également déclaré que sa mère était restée à New York jusqu'en 1955 et qu'elle est décédée à Bâle en 1986.

Informations contenues dans les documents bancaires

Les documents bancaires consistent en une fiche d'ouverture de compte. Il ressort de ce document que la seule titulaire du compte était Mme Suzanne Bloch, qui résidait à Bâle et à

Strasbourg. Les documents bancaires indiquent également que la titulaire du compte était en possession d'un compte courant et de quatre coffres-forts. Le compte courant a été fermé le 23 janvier 1926 et les coffres-forts ont été fermés le 5 juillet 1930, le 17 octobre 1936, le 19 juin 1937 et le 20 juillet 1940.

Les documents bancaires n'indiquent pas qui a reçu les avoirs de ce compte ni des coffres-forts, et ils n'indiquent pas non plus quel était le solde de ce compte ni la valeur des coffres-forts.

Analyse effectuée par le CRT

Identification des titulaires du compte

La requérante a identifié la titulaire du compte de façon plausible. Le nom de sa mère correspond au nom publié de la titulaire du compte. Les villes dans lesquelles la mère de la requérante a résidé correspondent aux informations non publiées relatives à la titulaire du compte qui figurent dans les documents bancaires. A l'appui de sa requête, la requérante a soumis plusieurs documents, notamment un arbre de famille.

La titulaire du compte en tant que victimes de persécutions nazies

La requérante a démontré de manière plausible que la titulaire du compte a été victime de persécutions nazies. La France déclara la guerre contre l'Allemagne en 1939, et le même mois un tiers de la population d'Alsace a été évacué en anticipation d'une attaque allemande. L'Alsace ayant été occupée par les Allemands en mai 1940, la France capitula en juin 1940. La requérante a affirmé que la titulaire du compte était juive et avait résidé en Alsace jusqu'en 1939, année à laquelle elle était partie pour Dinard et Vichy, où elle était restée jusqu'en 1941.

Le lien de parenté entre la requérante et la titulaire du compte

La requérante a démontré de manière plausible qu'elle est apparentée à la titulaire du compte, en produisant des documents démontrant qu'elle-même et sa sœur, qu'elle représente dans cette procédure, sont les filles de la titulaire du compte. Rien ne semble indiquer que la titulaire du compte a d'autres héritiers en vie.

Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

En ce qui concerne le coffre-fort fermé le 20 juillet 1940, conformément aux précédents qu'il a établi et aux Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes (ci-après : « les Règles »), le CRT se fonde sur des présomptions pour décider si les avoirs en compte ont été payés aux titulaires du compte ou à leurs héritiers. Ces présomptions figurent à l'Annexe A¹. Le CRT conclut en l'espèce que les présomptions (a) et (j) s'appliquent et qu'il est donc plausible que les

¹ La version intégrale de l'Annexe A figure sur le site web du CRT II -- www.crt-ii.org

avoirs du coffre-fort fermé en 1940 n'aient pas été versés à la titulaire du compte ni à ses héritiers.

Les documents bancaires indiquent que le compte courant a été fermé en 1926, qu'un des coffres-forts a été fermé en 1930, qu'un autre coffre-fort a été fermé en 1936 et que le dernier coffre-fort a été fermé en 1937. Ces fermetures ont eu lieu avant l'invasion allemande de la France et avant que des lois discriminatoires contre les juifs aient été promulguées en France. C'est pourquoi le CRT conclut que, en ce qui concerne le compte courant et le coffre-fort fermé en 1930, c'est la titulaire qui a procédé aux fermetures elle-même et en a reçu les avoirs.

En ce qui concerne les coffres-forts fermés en 1936 et 1937, le CRT a décidé de ne pas arriver à aucune décision pour le moment, en attendant le résultat de recherches additionnelles pour établir si la titulaire a reçu ou non les avoirs de ces comptes.

Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur de la requérante. En premier lieu, la requête est recevable conformément aux critères établis à l'article 23 des Règles. En second lieu, la requérante a démontré de manière plausible que la titulaire du compte était sa mère et ce lien de parenté justifie qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni la titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs des comptes revendiqués.

Montant de la décision d'attribution

En application de l'article 35 des Règles, lorsque le solde d'un compte est inconnu, comme en l'espèce, le solde moyen en 1945 de comptes du même type ou d'un type analogue est utilisé pour calculer la valeur actuelle du compte attribué. Il ressort de l'investigation effectuée sur les instructions de l'*Independent Committee of Eminent Persons* (« l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») qu'en 1945 le solde moyen d'un coffre-fort était de 1'240.00 francs suisses. Le solde actuel est obtenu en multipliant le montant précité par un facteur de 12, conformément à l'article 37(1) des Règles. La requérante a ainsi droit à un montant total de 14'880.00 francs suisses.

Selon l'article 37(3)(a) des Règles, lorsque le solde d'un compte est déterminé en utilisant les valeurs présumées conformément à l'article 35 des Règles, les requérants recevront un paiement initial correspondant à 65 % du montant total de la décision d'attribution et les requérants pourront recevoir un second paiement pouvant aller jusqu'au 35 % restant du montant total de la décision d'attribution lorsque la Cour l'aura décidé. En l'espèce, la valeur du compte en question est basée sur les présomptions de l'article 35 et 65 % du montant total de la décision d'attribution correspond à 9'672.00 francs suisses.

Répartition du montant de la décision d'attribution

La requérante représente sa sœur dans cette procédure. Conformément à l'article 29 des Règles, sa sœur a droit à la moitié (1/2) de tous les montants versés à la requérante.

Portée de la décision d'attribution

Le CRT informe la requérante que, conformément à l'article 25 des Règles, sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels elle aurait droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

Certification de la décision d'attribution

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal
3 octobre 2002

APPENDICE A

En l'absence de preuve plausible du contraire, le Tribunal présumera que les titulaires du compte ou leurs héritiers n'ont pas reçu les avoirs d'un compte revendiqué si une ou plusieurs des présomptions ci-dessous se vérifie¹ :

- a) le compte a été fermé et que les archives du compte démontrent que le titulaire du compte a fait l'objet de persécutions, ou si le compte a été fermé (i) après que l'obtention d'un visa suisse a été imposée le 20 janvier 1939 ou (ii) après la date d'occupation du pays de résidence du titulaire du compte, et avant 1945 ou avant l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- b) le compte a été fermé après 1955, ou dix ans après l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- c) le solde du compte a été grevé de frais et de commissions durant la période précédant sa clôture et que le dernier solde connu du compte était modique ; ou
- d) le compte a été déclaré lors d'un recensement d'avoirs juifs réalisé par les Nazis ou dans d'autres documents établi par les Nazis ; ou
- e) le compte a été revendiqué auprès de la banque après la Seconde Guerre mondiale lorsque la banque n'a pas admis cette revendication ; ou
- f) le titulaire de compte possédait d'autres comptes qui sont ouverts et en déshérence, en suspens, fermés et dont le solde a été porté à l'actif de la banque ou en raison du prélèvement de frais, ou dont les avoirs ont été versés aux autorités nazies ; ou
- g) le seul titulaire survivant du compte était un enfant à l'époque de la Seconde Guerre mondiale.
- h) le titulaire du compte et/ou ses héritiers n'auraient pas pu obtenir d'informations sur le compte de la part des banques suisses après la Seconde Guerre mondiale en raison de la pratique de ces dernières d'occulter ou de falsifier les informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par le titulaire du compte ou

¹ Voir Independent Commission of Experts Switzerland – Second World War, Switzerland, National Socialism and the Second World War : Final Report (2002) (ci-après : « Rapport final de la Commission Bergier ») ; voir également Independent Committee of Eminent Persons, Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks (1999) (ci-après : « Rapport de l'ICEP »). Le CRT a aussi pris en compte plusieurs lois, décrets et pratiques adoptés par le régime nazi et les gouvernements d'Autriche, des Sudètes, du Protectorat de Bohême et de Moravie, de la Ville libre de Danzig, de Pologne, de la portion du territoire polonais incorporée au IIIe Reich, du Generalgouvernement de Pologne, des Pays-Bas, de Slovaquie et de France, et ayant permis la confiscation d'avoirs juifs à l'étranger.

ses héritiers, par crainte de voir sa responsabilité doublement engagée² ; ou

- i) le titulaire du compte ou ses héritiers résidaient dans un pays communiste d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale ; et/ou
- j) il ne ressort pas des archives du compte que le titulaire du compte ou ses héritiers ont reçu les avoirs du compte³.

² Voir également Rapport final de la Commission Bergier, pages 443-444, 446, ainsi que le Rapport de l'ICEP, pages 81-83 .

³ Comme décrit tant dans le Rapport final de la Commission Bergier que dans le Rapport de l'ICEP, les banques suisses détruisirent ou ne gardèrent pas les documents relatifs aux transactions effectuées sur les comptes existant du temps de l'Holocauste. Il existe des preuves que des destructions se sont produites après 1996, alors que la législation suisse interdisait la destruction de tels documents. Le Rapport final de la Commission Bergier fait état à la page 40 du cas de l'Union de Banques Suisses, qui détruisit des documents même après l'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral du 13 décembre 1996. La destruction massive de ces documents s'est produite alors que les banques suisses savaient que des demandes en justice étaient et allaient continuer à être déposées contre elles en relation avec les avoirs de victimes de persécutions nazies qui périrent dans l'Holocauste et dont les avoirs furent: (i) indûment versés aux autorités nazies, voir *Albers v. Credit Suisse*, 188 Misc. 229, 67 N.Y.S.2d 239 (N.Y. City Ct. 1946) ; Rapport final de la Commission Bergier, pages 443, (ii) indûment versés aux gouvernements communistes polonais et hongrois, voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 450-451, et probablement aussi à la Roumanie, voir Peter Hug-Marc Perrenoud, *Assets in Switzerland of Victims of Nazism and the Compensation Agreement with East Bloc Countries* (1997), et (iii) que les banques suisses usèrent pour leur propre bénéfice. Voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 446-469. "Les demandes en restitution déposées par des survivants, par des héritiers ou, en leur nom, par les organisations de restitution, alimentèrent la discussion sur les fonds en déshérence après la guerre." *Ibid.*, page 444 (page 426 de la traduction française). Les banques suisses continuèrent cependant les destructions à grande échelle et à faire obstacle aux demandes émanant des titulaires de comptes ou de leurs héritiers. Rapport de l'ICEP, Annexe 4, paragraphe 5 ; *In re Holocaust Victim Asset Litig.*, 105 F. Supp.2d 129, 155-156 (E.D.N.Y. 2000). Ainsi, comme le relève le Rapport final de la Commission Bergier, page 446 (page 428 de la traduction française), « les services juridiques des grandes banques se concertèrent en mai 1954, sur l'attitude à adopter, afin de disposer d'un système de défense commun quelle que soit la nature des revendications ». De même, le Rapport de l'ICEP relève à la page 15, que les banques et leur Association exercèrent des pressions contre toute tentative de la part des autorités de se doter d'une législation qui aurait exigé la publication des noms des titulaires des comptes sans héritiers, législation qui, si elle avait été adoptée, aurait permis d'éviter les investigations de l'ICEP et la controverse de ces trente dernières années. De fait et dans le but de contrecarrer les effets d'une telle législation, l'Association suisse des banquiers encouragea les banques suisses à ne déclarer qu'un nombre de comptes inférieur à la réalité au cours de l'enquête de 1956. Le Rapport de l'ICEP contient à la page 90 la citation suivante, extraite d'une lettre du 7 juin 1956 de l'Association suisse des banquiers aux membres de son comité directeur : le maigre résultat de l'enquête contribuera, à n'en pas douter, à ce que la question [de cette législation] se résolve en notre faveur. " En conclusion, c'est l'appel au secret bancaire [...] qui motiva le plus souvent le rejet des prétentions des survivants de l'holocauste" (Rapport final de la Commission Bergier, page 455 et page 437 de la traduction française), lorsque les banques n'invoquaient pas à cette fin la prétendue inexistence d'informations, alors que la destruction massive de documents se poursuivit durant plus d'un demi-siècle. Dans ces circonstances, et en application des principes fondamentaux relatifs aux preuves contenus dans la législation des Etats-Unis et qui auraient été appliqués aux requêtes relatives aux avoirs en déshérence si la plainte collective avait poursuivi son cours devant les tribunaux, le CRT décide en défaveur des banques ayant détruit des documents relatifs aux comptes ou qui ne mettent pas ces documents à la disposition des administrateurs des requêtes. *Reilly v. Natwest Markets Group, Inc.*, 181 F3d 253, 266-268 (2nd Cir. 1999) ; *Kronisch v. United States*, 150 F3d 112, 126-128 (2nd Cir. 1998).